

Analyse du communiqué signé par les élus en charge de la gestion de la ZAC Les Portes du Tarn le 10 février 2022

En préambule, nous tenons à souligner que les dernières actions menées en opposition au projet TERRA 2 ont été fructueuses, puisqu'elles ont amené les principaux élus en charge de la gestion de la ZAC à s'exprimer enfin et à évoquer l'implantation de TERRA 2.

Dans une tribune collective consacrée à la ZAC des Portes du Tarn, Mme Delga et MM. Bernardin, Dumoulin, Joviado, Méric, Portes et Ramond, nous livrent une illustration parfaite d'une communication politique éloignée des réalités du terrain comme des préoccupations des citoyens.

Cette publication commence en effet ainsi : « TERRA 2 : les partenaires institutionnels de la S.P.L.A. des Portes du Tarn rétablissent la vérité, apportent des garanties et rappellent leur mobilisation en faveur de ce projet d'avenir pour le territoire et son attractivité ».

Rétablir la vérité

Où est la vérité que porterait ce texte ? Nous ne lisons que les mêmes éléments de langage, promesses incantatoires et objectifs prétendument vertueux, qui accompagnent les discours promotionnels de cette zone depuis sa création en 2012 : 2.200 emplois « à échéance », implantation des fleurons de notre industrie, conciliation de l'économie et de l'écologie, principe d'écologie industrielle et d'économie circulaire... Est-ce là la vérité de cette zone bien de belles formules que l'on nous ressert une nouvelle fois ?

Pour l'emploi nous sommes sommés d'attendre 2042 pour faire les comptes. Pour l'heure, nous n'avons pu observer que la délocalisation de Vinalvalie et la création de quelques emplois précaires chez Total et les enseignes de restauration autoroutière.

Pour l'implantation des fleurons industriels, c'est un refrain qu'on avait oublié. Les fleurons cités par le passé étaient l'aéronautique, l'électronique embarquée, la cosmétique... Tous les grands noms (Airbus, Pierre Fabre...) ont décliné l'offre et ne sont visiblement pas prêts à revenir sur leurs décisions. Nous n'insisterons pas non plus sur le nombre d'entreprises annoncées sur la ZAC qui n'ont pas donné suite¹. 2017, année de l'inauguration de l'échangeur, devait être « un cap et un nouveau tournant pour la ZAC ». Depuis les entreprises industrielles se font toujours attendre.

Côté mariage de l'économie et de l'écologie, là aussi un message récurrent des porteurs de projet, cela ressemble à un mariage forcé. La SPLA a dépensé beaucoup de finances et d'énergie pour compenser les atteintes à l'environnement. Mais compenser n'est pas protéger. C'est se donner bonne conscience et se croire autorisé à détruire sans compter puisque l'on a payé. Qui plus est, l'inventaire de la biodiversité et les mesures de protections des espèces protégées sont en partie défaillants. Au sens propre comme au sens figuré, l'écologie est maltraitée. Que ce soit pire ailleurs n'est pas une consolation. Il est toujours également question d'économie circulaire, mais ce concept reste toujours à l'état de théorie.

Apporter des garanties

Où sont les garanties qui seraient apportées par cette tribune ? Nous n'en voyons aucune. Là encore, nous devons nous satisfaire de promesses et prendre celles-ci pour argent comptant : Terra 2 serait l'unique unité de logistique. La

¹ <https://www.francebleu.fr/infos/economie-social/les-portes-du-tarn-le-parc-d-activite-qui-doit-eviter-le-desert-entre-toulouse-et-albi-1499354738>

garantie, c'est qu'ils nous le disent tous en chœur. Mais nous avons la preuve, avec l'accord de partenariat de 2015, qu'un engagement peut être bafoué. Nous avons la preuve que le conseil régional a regardé les Portes du Tarn comme une zone d'activité dédiée à la logistique. Nous avons la preuve que le gouvernement voit cette zone comme un territoire de logistique. Alors oui, des garanties sérieuses, on aimerait en avoir. Abandonner le projet Terra 2 en serait une que nous applaudirions avec grand plaisir. TERRA 2 indique : « *le projet TERRA 2 vise à proposer sur le marché, une offre de bâtiment qui concernera aussi bien les chargeurs industriels, les distributeurs ou les entreprises de e.commerce et / ou leurs prestataires* » (Enquête publique construction et exploitation d'un entrepôt par la société TERRA 2 - Rapport d'enquête décembre 2018²). E-commerce ou pas, il reste que l'entrepôt de TERRA 2 reste un monstre par son dimensionnement et un projet résolument climaticide. Alors qu'il n'y a même pas de demande pour les 70.000m2 de l'entrepôt, et quand bien même serait-il le « seul » sur la zone, quel sens donner à cette implantation à l'heure de l'urgence climatique ?

Un projet d'avenir pour le territoire

Pour ce qui est du projet d'avenir, à l'évidence, nous n'y souscrivons pas tant que le mode de pensée des pilotes de cette ZAC sera ancré dans la nostalgie des Trente Glorieuses. Défendre la nécessité de cette zone en disant qu'il n'y aurait plus de terrains disponibles est une contre-vérité au vu de l'offre déjà pléthorique de foncier économique en Occitanie³. C'est aussi s'inscrire dans la fuite en avant de l'artificialisation des sols et se priver du potentiel agronomique de ces terres. Donner la priorité au fret routier c'est reproduire le modèle d'économie carbonée du siècle passé. Prospector les géants de l'économie c'est choisir l'internationalisation libérale et surfer sur le dumping social.

Quand la crise climatique, l'effondrement du vivant et la fracture sociale sont perceptibles, rester sur ce qui a alimenté cette faillite est irresponsable pour qui croit encore à un avenir désirable. Le premier « devoir » de nos élus est de prendre acte d'un changement de paradigme : l'avenir est bien dans un développement économique soutenable en lien avec la transition écologique et des emplois associés, la densification et la requalification des zones d'activité. Quoi qu'en disent les élus en charge, TERRA 2 est un symbole parfait de ce qu'il ne faudrait plus soutenir avec de l'argent public.

Nous le disons une fois encore, cette ZAC est monstrueuse, par sa taille et par l'acceptation de TERRA 2. L'opacité entretenue par les élus en charge ne fait qu'aggraver la méfiance que nous exprimons. La mise à l'écart assumée des habitants du territoire n'est pas une bonne méthode. Il est possible de changer de cap.

Nous devons réduire le périmètre de cette ZAC pour restituer une partie des terres à la nature et une autre à une agriculture respectueuse de l'environnement. Nous devons construire une zone orientée vers les filières d'avenir liées à la transition et qui seront les emplois de demain, quitte à revoir la stratégie de commercialisation et la répartition des lots. Enfin, en réunissant les acteurs institutionnels et les citoyens, nous pouvons construire un projet de formation professionnelle exemplaire sur le territoire avec l'implantation d'un lycée d'enseignement polyvalent « connecté » à la nouvelle ZAC. Notre proposition est sur la table et nous sommes disposés à en discuter avec tous. La majorité départementale de Christophe Ramond voulait imposer l'opacité et le silence ; nous avons au moins contribué à mettre le sujet dans la lumière et à libérer la parole. Dans le propre camp du président du conseil départemental, certains s'interrogeraient même sur la pertinence du projet TERRA...

Fait par le collectif Stop TERRA 2 à Saint-Sulpice-la-Pointe, le 14 février 2022

² <https://stsulpice-active-citoyenne.fr/terra-2-rapport-de-lenquete-publique/>

³ <https://oze.agence-adocc.com/>